

AFFAMÉS DE TERRES

Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles

GRAIN a étudié les données aujourd'hui, il est courant d'entendre dire que les petits producteurs produisent la majorité de l'alimentation mondiale. Mais combien d'entre nous se rendent compte qu'ils le font avec moins d'un quart de la superficie agricole mondiale, et que cette part, déjà maigre, se réduit comme peau de chagrin ? Si les petits producteurs continuent à perdre l'essence même de leur existence, le monde perdra sa capacité à se nourrir. GRAIN a étudié les données en profondeur pour voir ce qui se passe réellement, et le message est limpide. Il est urgent de remettre les terres aux mains des petits producteurs et de placer la lutte pour la réforme agraire au cœur de la lutte pour de meilleurs systèmes alimentaires.



Les gouvernements et les organismes internationaux vantent souvent le fait que les petits producteurs contrôlent la majeure partie des terres agricoles du monde. En inaugurant 2014 comme année internationale de l'agriculture familiale, José Graziano da Silva, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a chanté les louanges des fermes familiales, mais à aucun moment, il n'a mentionné la nécessité d'une réforme agraire. Il a au contraire affirmé que les petites fermes géraient déjà la plupart des terres agricoles du monde¹ — un chiffre énorme de 70 %, selon son équipe.² Un autre rapport publié par différentes agences de l'ONU en 2008 a conclu que les petites fermes occupent 60 % des terres arables dans le monde.³ D'autres études sont arrivées à des conclusions similaires.⁴

à la terre des populations rurales est attaqué de toutes parts. Du Honduras au Kenya, de la Palestine aux Philippines, les gens sont évincés de leurs fermes et de leurs villages. Ceux qui résistent sont emprisonnés ou tués. Grèves agraires généralisée en Colombie, manifestations des chefs communautaires à Madagascar, marches dans tout le pays par des sans-terre en Inde, occupations en Andalousie, la liste des actions et des luttes est longue. Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que la possession des terres est de plus en plus concentrée aux mains des riches et des puissants, et *non pas* que les petits producteurs prospèrent.

En réalité, pour les populations rurales, les terres ne sont pas qu'un gagne-pain. Les terres et les territoires sont le fondement même de leur identité, leur paysage culturel et leur



Meurtre d'un paysan à Bajo Aguán, au Honduras (Photo: Manu Brabo / Asamblea de Cooperación Por La Paz)

Mais si la plupart des terres agricoles dans le monde sont aux mains des petits producteurs, alors pourquoi leurs organisations sont-elles si nombreuses à réclamer la redistribution des terres et la réforme agraire ? Parce que l'accès

source de bien-être. Et pourtant, ces terres leur sont arrachées et elles se retrouvent détenues par un nombre de personnes de plus en plus réduit, le tout à un rythme alarmant.

Et puis, il y a l'envers du décor : l'alimentation. Tandis qu'on entend de plus en plus fréquemment que les petits producteurs produisent la majorité des aliments dans le monde, même s'ils sont en dehors des systèmes de marché, on nous répète aussi incessamment que le système alimentaire industriel, « plus efficace », est indispensable pour nourrir le monde. Dans le même temps, on nous dit que 80 % de ceux qui ont faim dans le monde vivent en zone rurale, beaucoup

d'entre eux étant des agriculteurs ou des ouvriers agricoles sans terre.

Où est la logique dans tout cela ? Qu'est-ce qui est vrai et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Que mettons-nous en œuvre pour combattre ces déséquilibres ? Pour apporter des éléments de réponse à certaines de ces questions, GRAIN a décidé d'y regarder de plus près et de se pencher sur les faits.⁵ Nous avons essayé de déterminer quelle superficie détiennent réellement les petits producteurs et combien de nourriture ils produisent.⁶

Tableau 1. Répartition mondiale des terres agricoles.

	Terres agricoles (milliers d'ha)	Nombre d'exploitations agricoles (en milliers)	Nombre de petites fermes (en milliers)	Petites fermes en % de l'ensemble des exploitations	Terres agricoles détenues par de petits producteurs (milliers d'ha)	% de terres agricoles détenues par de petits producteurs	Superficie moyenne des petites fermes (ha)
Afrique	1 242 624	94 591	84 757	89,6 %	182 766	14,7 %	2,2
Asie-Pacifique	1 990 228	447 614	420 348	93,9 %	689 737	34,7 %	1,6
<i>Chine</i>	521 775	200 555	200 160	99,8 %	370 000	70,9 %	1,8
<i>Inde</i>	179 759	138 348	127 605	92,2 %	71 152	39,6 %	0,6
Europe	474 552	42 013	37 182	88,5 %	82 337	17,4 %	2,2
Amérique latine & Caraïbes	894 314	22 333	17 894	80,1 %	172 686	19,3 %	9,7
Amérique du Nord	478 436	2 410	1 850	76,8 %	125 102	26,1 %	67,6
TOTAL	5 080 154	608 962	562 031	92,3 %	1 252 628	24,7 %	2,2

Remarque : tous les chiffres relatifs aux terres agricoles ont été obtenus à partir de FAOSTAT (<http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/home/E>). Les chiffres relatifs au nombre et à la superficie des exploitations agricoles ont été obtenus auprès des autorités nationales, autant que faire se peut. L'ensemble complet des données est disponible à l'adresse <http://www.grain.org/e/4960>

Les chiffres, et ce qu'ils nous disent

En étudiant les données, nous avons rencontré un grand nombre de difficultés. Les pays diffèrent dans leur définition des « petits producteurs ». Il n'y a pas de statistiques centralisées sur qui possède quoi, en termes fonciers. Il n'y a aucune base de données qui enregistre les quantités et la provenance des denrées alimentaires. Et différentes sources

donnent des chiffres extrêmement variables quant à la quantité de terres agricoles disponibles dans chaque pays.

Pour recueillir et regrouper ces chiffres, nous avons utilisé, dans la mesure du possible, les statistiques officielles des bureaux nationaux de recensement agricole de chaque pays, que nous avons complétées par les sources FAOSTAT (base de données statistiques de la FAO), ainsi que par d'autres sources, de la FAO également, le cas échéant.

Pour avoir une idée de ce que représente statistiquement une « petite ferme », nous avons, en général, utilisé la définition fournie par chaque autorité nationale dans la mesure où les conditions des petites fermes peuvent varier considérablement d'un pays et d'une région à l'autre. Lorsque des définitions nationales n'étaient pas disponibles, nous avons utilisé les critères de la Banque mondiale.

Compte tenu de ces éléments, les données présentent des limites importantes et ceci est également vrai, par conséquent, pour la compilation et l'évaluation que nous en avons faites (*Voir Annexe 1 pour une analyse plus approfondie des données*). L'ensemble de données que nous avons produit est entièrement référencé et accessible en ligne ; il fait partie intégrante du présent rapport.⁷

Malgré les lacunes inhérentes à ces données, c'est avec assurance que nous pouvons tirer six conclusions principales :

1. La grande majorité des fermes dans le monde aujourd'hui sont petites et se

réduisent encore

2. Les petites fermes sont actuellement contraintes d'occuper moins d'un quart des terres agricoles mondiales
3. Nous perdons rapidement des fermes et des agriculteurs dans de nombreux endroits du monde, tandis que les grandes exploitations s'agrandissent
4. Les petites fermes demeurent les principaux producteurs de denrées alimentaires dans le monde.
5. Les petites fermes sont en général plus productives que les grandes
6. La plupart des petits producteurs agricoles sont des femmes

Plusieurs de ces conclusions peuvent paraître évidentes, mais deux éléments nous ont frappés.

Le premier réside dans l'ampleur de la concentration actuelle des terres, un problème que les programmes de réforme agraire du 20^e siècle étaient censés avoir résolu. Ce que nous voyons se produire actuellement dans de nombreux pays est une sorte de réforme agraire *inverse*, qu'il s'agisse de l'accaparement de terres par de grands groupes en Afrique, du



Manifestations pour les droits fonciers en Indonésie (Photo : Jonathan McIntosh/Wikicommons)

récent coup d'état piloté au Paraguay par l'agroalimentaire, de l'expansion massive des plantations de soja en Amérique latine, de l'ouverture de la Birmanie aux investisseurs étrangers, ou de l'extension de l'Union européenne et de son modèle agricole à l'Est. Dans tous ces processus, les petits producteurs et leurs familles voient le contrôle de leurs terres usurpé, tandis que des élites et de puissantes entreprises les poussent à se retrancher sur des parcelles de plus en plus petites, ou à simplement quitter leurs terres pour aller grossir des camps ou rejoindre les villes.

L'autre élément frappant a été d'apprendre qu'aujourd'hui, les petites fermes disposent de moins d'un quart de la superficie agricole mondiale - voire moins d'un cinquième si l'on exclut la Chine et l'Inde du calcul. Ces fermes rétrécissent en permanence, et si cette tendance persiste, elles ne seront peut-être plus en mesure de continuer à nourrir le monde.

Passons ces constatations en revue, point par point

1. La grande majorité des fermes dans le monde d'aujourd'hui sont petites et se réduisent encore

Selon nos calculs, plus de 90 % des exploitations agricoles dans le monde sont « petites » avec une superficie moyenne de 2,2 hectares (Tableau 1). Même si l'on exclut la Chine et l'Inde — où sont situées près de la moitié des petites fermes du monde — de nos calculs, les petites fermes représentent encore plus de 85 % de toutes les exploitations agricoles sur la planète. Dans plus de deux tiers des pays du monde, les petites fermes — d'après chaque définition nationale — représentent plus de 80 % de l'ensemble. Ce n'est que dans neuf pays, tous situés en Europe de l'Ouest, que les petites fermes sont une minorité.⁸



Récolte de maïs à Narok, au Kenya : si toutes les exploitations du pays étaient aussi productives que les petites fermes, la production agricole kényenne doublerait (Photo: Ami Vitale/FAO)

Compte tenu d'une multitude de facteurs (tels que la concentration des terres, la pression démographique ou le manque d'accès à la terre), la plupart des petites fermes ont rétréci au fil du temps. La taille moyenne des fermes a diminué en Asie et en Afrique. En Inde, leur taille moyenne a pratiquement été divisée par deux entre 1971 et 2006, doublant le nombre de fermes de moins de deux hectares. En Chine, la superficie moyenne des terres cultivées par ménage a chuté de 25 % entre 1985 et 2000, après quoi elle a lentement ré-augmenté en raison de la concentration et de l'industrialisation des terres. En Afrique, la taille moyenne des exploitations est également en baisse.⁹ Dans les pays industrialisés, là où l'industrialisation de l'agriculture est effrénée, la superficie moyenne des exploitations augmente, mais pas celle des petites ferme.

2. Les petites fermes sont actuellement contraintes d'occuper moins d'un quart des terres agricoles mondiales

Le *tableau 1* révèle un autre fait frappant : globalement, les petites fermes occupent actuellement moins de 25 % des terres agricoles mondiales. En excluant encore une fois l'Inde et la Chine, la réalité est que les petites fermes contrôlent moins d'un cinquième des terres agricoles mondiales : 17,2 % pour être précis.

L'Inde et la Chine méritent une attention particulière en raison du grand nombre de petites fermes et d'agriculteurs qui y vivent. Dans ces deux pays, les petites fermes occupent encore une proportion relativement importante des terres agricoles. Si l'on transpose les chiffres dans un graphique, la disparité est plus évidente entre le nombre de petites fermes et la taille des terres qu'elles occupent (*Graphique 1*)

Graphique 1. La grande majorité des fermes du monde sont des petites fermes. Mais elles n'occupent que 24,7 % de toutes les terres agricoles.

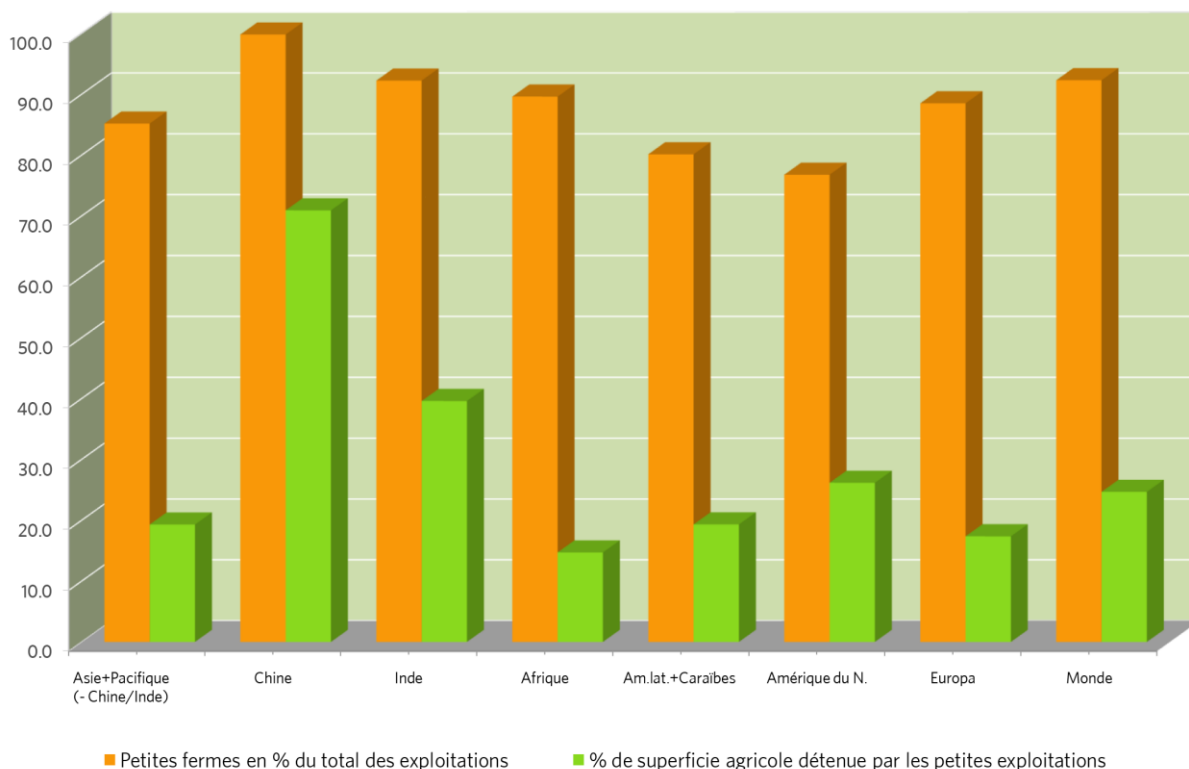


Tableau 2 . Situations les plus graves.

Pays dans lesquels plus de 70 % des exploitations sont des petites fermes mais occupent cependant moins de 10 % des terres agricoles nationales

Afrique	Algérie, Angola, Botswana, Congo, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Madagascar, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Zambie
Amériques	Chili, Guyane, Panama, Paraguay, Pérou, Venezuela
Asie	Iran, Jordanie, Kirghizistan, Liban, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Qatar, Turkménistan, Yémen
Europe	Bulgarie, République tchèque, Russie

Source : Ensemble de données relatives à la distribution des terres recueillies et organisées par GRAIN, <http://www.grain.org/e/4960>

Encadré 1 : Un mot sur l'Afrique

Comme il ressort du *tableau 1*, nous constatons que les petites fermes d'Afrique représentent près de 90 % du total des exploitations, mais occupent moins de 15 % de la superficie agricole totale. Nos chiffres contredisent l'affirmation fréquente selon laquelle la plupart des terres agricoles en Afrique sont gérées par les petits producteurs.¹⁰

Il est difficile d'obtenir des données sur les véritables utilisateurs des terres africaines. La plupart des régimes fonciers traditionnels en Afrique ont été gravement érodés, voire démantelés et ce dès l'époque coloniale. Dans de nombreux pays, la propriété foncière a été dévolue à l'État ou attribuée à des sociétés de plantation ou à des chefs locaux. C'est un fait qui a de profondes répercussions sur la classification des terres et sur la manière de rendre compte de leur utilisation.¹¹

La définition de ce qui constitue une terre agricole pose un problème supplémentaire. Dans de nombreux cas, les gouvernements africains définissent les « terres agricoles » comme la superficie utilisée par les agriculteurs sédentaires à une période donnée, écartant ainsi de vastes espaces de terres utilisées pour le pastoralisme saisonnier. Les terres en jachère, les terres utilisées pour l'agriculture itinérante, et celles exploitées par les communautés en zone forestière sont souvent exclues de cette définition.¹² La FAO inclut, en revanche, les pâturages permanents, la savane inculte et les terres semées de cultures permanentes dans sa définition de la terre agricole.



Récolte de maïs à Narok, au Kenya : si toutes les exploitations du pays étaient aussi productives que les petites fermes, la production agricole kényane doublerait (Photo: Ami Vitale/FAO)

En conséquence, la plupart des recensements nationaux en Afrique ne représentent qu'une fraction de la superficie des terres agricoles comptabilisées par la FAO — moins de la moitié, pour ce qui est l'ensemble du continent. L'approche de la FAO est un moyen plus réaliste et plus exhaustif de mesurer l'utilisation des terres faite par les petits producteurs, c'est pourquoi nous avons utilisé les chiffres FAOSTAT pour établir la superficie des terres agricoles en Afrique.

Lorsque la terre est supposée appartenir à l'État - et qu'elle n'est donc pas comptabilisée comme cultivée, plantée ou utilisée par les agriculteurs locaux - cela permet aux grands exploitants et aux entreprises d'accaparer les terres, sous prétexte de développer ces terres non utilisées. Toutefois, selon le droit coutumier, ces terres appartiennent aux communautés locales et sont souvent activement exploitées.

Étant donné que nous avons eu recours, dans la mesure du possible, aux données nationales de recensement fournies par les gouvernements pour calculer la superficie des terres détenues par les petits producteurs, il est possible, voire même probable, que nous ayons sous-estimé la situation en Afrique. Les petits producteurs africains utilisent probablement bien davantage que les 15 % de terres agricoles régionales que nous indiquent nos données, mais l'accès communautaire à ces terres n'est pas garanti et peut être perdu à tout moment.

3. Nous perdons rapidement des fermes et des agriculteurs dans de nombreux endroits du monde, tandis que les grandes exploitations s'agrandissent

Presque partout, les grandes exploitations ont accumulé beaucoup de terres ces dernières décennies, tandis que de nombreuses fermes de petite et de moyenne taille ont mis la clé sous la porte. Les statistiques sont spectaculaires. Les données officielles auxquelles nous avons pu accéder sont résumées dans le *Tableau 3*.

C'est en Europe, où des décennies de politique agricole de l'UE ont conduit à la perte de millions d'exploitations, que la situation semble la plus dramatique. En Europe de l'Est, le processus de concentration des terres a véritablement commencé après la chute du

Mur de Berlin et l'élargissement de l'Union européenne. Des millions d'agriculteurs ont été contraints à la faillite avec l'ouverture des marchés est-européens aux produits agricoles subventionnés en provenance de l'Europe de l'Ouest. Dans le même temps, en Europe occidentale, des politiques agricoles biaisées, associées à de grands projets d'infrastructures, de transport et d'urbanisation, ont eu des conséquences désastreuses. Si les grandes exploitations représentent désormais moins de 1 % de toutes les exploitations agricoles sur l'ensemble de l'Union européenne, elles occupent 20 % des terres agricoles de l'UE.^{13, 14} Un rapport récemment publié par la Coordination européenne de La Via Campesina et Hands off the Land Alliance constate que dans l'UE, les exploitations agricoles de 100 hectares ou plus, qui ne représentent que 3 % du nombre total d'exploitations, contrôlent désormais 50 % de toute la superficie cultivée.¹⁵

Tableau 3. Perte de fermes, concentration des terres.

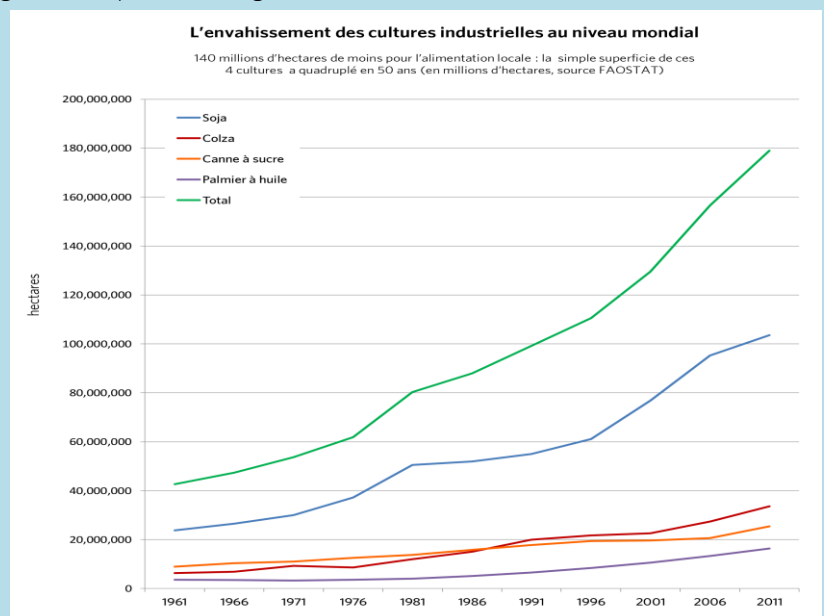
<p>Afrique</p>	<p>Bien que nous n'ayons trouvé aucune statistique officielle sur l'évolution des exploitations et la concentration des terres en Afrique, de nombreux travaux de recherche indiquent que, dans une grande majorité des pays, les petites fermes rétrécissent car, avec la pression démographique, les agriculteurs doivent partager l'accès aux terres existantes avec davantage de personnes sans avoir accès à de nouvelles terres.¹⁶</p>
<p>Asie-Pacifique</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entre 1980 et 2005, le Japon a perdu 60 % de ses fermes de moins de 2 ha.¹⁷ ▪ L'Australie a enregistré 22 % d'exploitations agricoles de moins entre 1986 et 2001, puis encore 15 % de moins entre 2001 et 2011.¹⁸ ▪ En Nouvelle-Zélande, le nombre d'exploitations agricoles a diminué régulièrement depuis les années 1990. Les exploitations les plus touchées sont celles de taille moyenne, tandis que le nombre de petites fermes (moins de 40 ha) et celui des grandes exploitations (plus de 800 ha) ont tous deux augmenté d'environ 35 % entre 1999 et 2002.¹⁹ ▪ En Indonésie, un pays qui a intensivement transformé ses forêts en terres agricoles, le nombre de petites fermes a augmenté de 75 % entre 1963 et 1993, mais la superficie des terres détenues n'a augmenté que de moins de 40 %, tandis que les terres les plus récemment déboisées ont été transformées en grandes plantations de palmier à huile. De 1993 à 2008, le nombre de fermes inférieures à 0,5 ha a augmenté de 50 %, indiquant que les petits agriculteurs subissent des pressions pour diviser ce qu'ils possèdent.²⁰ ▪ En Azerbaïdjan, 20 % des fermes ont disparu entre 2000 et 2011.²¹ ▪ Au Bangladesh, entre 1996 et 2005, le nombre de fermes a augmenté de 23 %, mais le nombre de familles rurales sans-terre a explosé pour atteindre 44%.²²
<p>Europe²³</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En Europe de l'Ouest, l'Allemagne, la Belgique, la Finlande, la France et la Norvège ont perdu environ 70 % de leurs exploitations agricoles depuis les années 1970 et, dans certains cas, cette tendance s'accroît. ▪ Les choses ne vont pas mieux en Europe de l'Est. Entre 2003 à 2010, la Bulgarie, l'Estonie, la République tchèque et la Slovaquie ont perdu plus de 40 % de leurs exploitations. ▪ La Pologne a perdu à elle seule près d'1 million d'agriculteurs entre 2005 et 2010. ▪ Sur l'ensemble de l'UE, plus de 6 millions d'exploitations ont disparu entre 2003 et 2010, ce qui met le nombre total d'exploitations à peu près au même niveau qu'en 2000, avant l'inclusion des 12 nouveaux États membres et de 8,7 millions d'agriculteurs supplémentaires.
<p>Amérique Latine</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'Argentine a perdu plus d'un tiers de ses exploitations au cours des deux décennies de 1988 à 2008 ; entre 2002 et 2008, la baisse a été de 18 %.²⁴ ▪ Dans les dix années allant de 1997 à 2007, le Chili a perdu 15 % de ses exploitations. Les plus grandes d'entre elles, celles qui détiennent plus de 2 000 hectares, ont diminué de 30 % en nombre mais doublé en superficie moyenne, et sont passées de 7 000 à 14 000 ha par exploitation agricole.²⁵ ▪ En Colombie, les petits agriculteurs ont perdu environ la moitié de leurs terres depuis 1980.²⁶ ▪ En Uruguay, rien que depuis 2000, le nombre d'exploitations agricoles a chuté de 20 % et cette tendance touche surtout les petites exploitations : il y a 30 % de petites exploitations en moins, et la superficie de celles qui restent a diminué de 20 %.²⁷
<p>États-Unis</p>	<p>Les États-Unis ont perdu 30 % de leurs exploitations agricoles au cours des 50 dernières années. Cependant, le nombre de très petites fermes a presque triplé, alors que le nombre de très grandes exploitations a plus que quintuplé.²⁸ Il y a donc davantage de très petites fermes et de très grandes exploitations, mais moins d'exploitations moyennes.²⁹</p>

Encadré 2 : L'invasion des méga-exploitations

Pourquoi les petits producteurs sont-ils de plus en plus obligés de se satisfaire de moins en moins d'espace ? Tout un réseau complexe de forces et de facteurs entrent en jeu. Parmi ceux-ci figure la croissance démographique dans les zones rurales de nombreux pays, où les petits producteurs, parce qu'ils n'ont pas accès à plus de terres, sont de plus en plus contraints de diviser leurs terres entre leurs enfants, ce qui génère des fermes de plus en plus petites. Un autre facteur tient à l'urbanisation et au bétonnage des terres agricoles fertiles, provoqués par les besoins d'expansion et de transport des grandes villes. Mais il faut également prendre en compte l'essor des industries extractives (mines, pétrole, gaz et maintenant la fracturation hydraulique, le fracking), le tourisme et les projets d'infrastructure – et la liste est longue.

Tous ces facteurs de pression sont certes immenses, mais le facteur le plus déterminant dans l'offensive qui force les petits et moyens agriculteurs à travailler sur des parcelles toujours plus petites, c'est l'expansion gigantesque des producteurs de denrées agro-industrielles. Les exigences considérables des industries de l'alimentation et de l'énergie détournent les terres agricoles et l'eau de la production alimentaire locale directe vers la production de denrées destinées à la transformation industrielle. Le graphique 2 illustre la façon dont à elles seules quatre cultures — le soja, le palmier à huile, le colza et la canne à sucre — ont quadruplé en 50 ans la superficie des terres qu'elles occupent. Elles sont principalement cultivées sur de grandes exploitations agroindustrielles.

Une superficie massive de 140 millions d'hectares de champs et de forêts a été engloutie par ces plantations depuis les années 1960. Si l'on met les choses en perspective, on parle ici d'une superficie équivalente à l'ensemble des terres agricoles de l'Union européenne. De plus, l'invasion s'accélère nettement : pour près de 60 %, ce changement d'affectation des terres a eu lieu au cours des deux dernières décennies. Et c'est sans tenir compte des autres cultures que l'on est rapidement en train de transformer en denrées agroindustrielles produites sur des méga-exploitations, ni de la croissance phénoménale du secteur forestier industriel. La FAO calcule que, rien que dans les pays en développement, les plantations d'arbres en monoculture ont augmenté de plus de 60 %, et sont passées de 95 à 154 millions d'hectares entre 1990 et 2010. D'autres évoquent un chiffre plus élevé et soulignent que la tendance s'accélère.³⁰ Ces nouvelles plantations empiètent souvent sur les forêts naturelles, mais elles s'approprient aussi de plus en plus de terres agricoles.



En Autriche, une équipe de chercheurs a comparé les flux commerciaux des cultures agricoles avec l'utilisation des terres. Elle a conclu que la superficie mondiale des terres agricoles dédiées à l'exportation de la production agricole a rapidement augmenté — environ 100 millions ha au cours des deux dernières décennies — tandis que la superficie produisant des cultures à usage domestique direct est pratiquement demeurée inchangée.³¹

Si les politiques gouvernementales ne changent pas de cap, cette offensive des monocultures de denrées agroindustrielles est vouée à se poursuivre. Selon la FAO, d'ici 2050, la superficie mondiale consacrée au soja augmentera d'un tiers pour passer à environ 125 millions d'hectares, celle de la canne à sucre augmentera de 28 % pour atteindre 27 millions d'hectares, et celle du colza augmentera de 16 % et passera à 36 millions de hectares.³² En ce qui concerne le palmier à huile, 15 millions d'hectares sont actuellement cultivés pour la production d'huile de palme alimentaire (pas pour les agrocarburants), et cette superficie devrait pratiquement doubler, avec 12 millions d'hectares supplémentaires en production d'ici 2050.³³ La majeure partie de cette expansion se produira en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Actuellement, le soja et la canne à sucre sont principalement produits en Amérique latine, et le palmier à huile en Asie. Mais ces cultures font aujourd'hui l'objet d'un développement agressif en Afrique aussi, dans le cadre de la vague mondiale d'accaparement des terres.

Il est plus difficile d'obtenir des données officielles sur la perte des exploitations agricoles et la concentration des terres en Afrique et en Asie, et la situation y est moins claire puisque des forces et des facteurs contradictoires sont souvent en jeu. Dans beaucoup de pays présentant une forte croissance démographique, le nombre des petites fermes augmente réellement dans le sens où leur superficie est répartie entre les enfants. Mais la concentration des terres s'accroît simultanément.

La rapide expansion d'immenses exploitations industrielles produisant des matières premières agricoles est un phénomène relativement récent en Afrique, même si elle dure depuis des décennies dans de nombreux pays d'Amérique latine (voir par ex. le cas du soja en Argentine et au Brésil) et dans plusieurs régions d'Asie (par ex. le palmier à huile en Indonésie et en Malaisie). L'encadré 2 et le graphique 2 donnent le contexte et les chiffres de quelques-unes de ces grandes cultures industrielles. La conclusion est inéluctable : à travers le monde, de plus en plus de terres agricoles fertiles sont occupées par des exploitations gigantesques qui produisent des denrées agro-industrielles destinées à l'exportation, en poussant les petits producteurs à occuper une fraction de la superficie agricole mondiale qui ne cesse de diminuer.

Cette tendance est aggravée par un autre phénomène récent : la nouvelle vague d'accaparement des terres. La Banque mondiale a estimé qu'entre 2008 et 2010, au moins 60 millions d'hectares de terres agricoles fertiles ont été loués ou vendus à des investisseurs étrangers pour réaliser des projets agricoles à grande échelle ; la moitié de ces projets concernent l'Afrique.³⁴ Ces nouveaux projets agroalimentaires géants chassent un nombre incalculable de petits agriculteurs, éleveurs et populations autochtones de leurs territoires.³⁵ Pourtant, personne ne semble connaître réellement la situation. On peut également étudier la répartition des terres par le biais du coefficient de Gini, un outil statistique qui varie entre 0 (indiquant l'égalité parfaite) et 1 (inégalité totale).

Par exemple, lors du calcul de la distribution des revenus, les pays qui ont un coefficient de Gini au-dessus de 0,5 sont considérés comme « très inégaux ». GRAIN a réuni les coefficients de Gini pour la distribution des terres agricoles dans plus de 100 pays.³⁶ La plupart avaient des coefficients dépassant 0,5, beaucoup atteignant 0,8 et dépassant même 0,9 pour certains. Dans les Amériques, tous les pays pour lesquels nous avons trouvé des informations avaient des coefficients supérieurs à 0,5, la plupart atteignant entre 0,8 et 0,9. En Europe, parmi les 25 pays pour lesquels nous disposons de ces informations, seuls trois avaient un coefficient inférieur à 0,5. Lorsque nous disposons de données pour plus d'une année, la tendance commune était à l'augmentation, indiquant une aggravation de l'inégalité en matière de terres.

4. Malgré leurs ressources rares et qui vont s'amenuisant, les petits producteurs continuent d'être les principaux producteurs de l'alimentation du monde

À une époque où l'agriculture est presque exclusivement jugée en fonction de sa capacité à produire des matières premières agricoles, on a tendance à oublier que le rôle principal de l'agriculture est de nourrir les gens. Ce parti-pris s'est aussi infiltré dans les données du recensement national, dans la mesure où beaucoup de nations ne se posent pas de questions sur *qui produit quoi*, et avec *quels* moyens. Toutefois, lorsque ces informations sont disponibles, une vision claire se dégage : les petits producteurs continuent à produire la plupart des aliments. Ils nourrissent le monde. Le programme des Nations Unies pour l'environnement, le Fonds International de développement agricole, la FAO et le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, tous estiment que les petits producteurs produisent jusqu'à 80 % de l'alimentation des pays non industrialisés.³⁷

Le tableau 4 montre le pourcentage d'aliments produits par les petites fermes dans les pays où GRAIN a pu obtenir des données fiables.

Dans toutes sortes de pays, les données montrent que les petits producteurs produisent une proportion bien plus grande de

l'alimentation nationale que la taille limitée de leurs terres ne le laisserait présager.

Tableau 4. Une forte production alimentaire, mais peu de terres.

Amérique centrale	Avec 17 % des terres agricoles, les petits agriculteurs fournissent 50 % de la production agricole totale ³⁸
Biélorussie	Avec 17 % des terres, les petits agriculteurs produisent : 87,5 % des fruits et de baies, 82 % des pommes de terre, 80 % des légumes et 32 % des œufs. ³⁹
Botswana	Les petits producteurs représentent 93 % de l'ensemble des agriculteurs, détiennent moins de 8 % des terres agricoles et produisent 100 % de l'arachide du pays, 99 % de son maïs, 90 % du millet, 73 % des haricots et 25 % du sorgho. ⁴⁰
Brésil	84 % des exploitations sont petites et occupent 24 % du territoire, pourtant elles produisent 87 % du manioc, 69 % des haricots, 67 % du lait de chèvre, 59 % du porc, 58 % du lait de vache, 50 % des poulets, 46 % du maïs, 38 % du café, 33,8 % du riz et 30 % du bétail ⁴¹
Chili	En 1997, les petits agriculteurs occupaient 6 % de la superficie agricole, produisant 51 % des légumes, 40 % des cultures de plein champ, 26 % des cultures industrielles (betteraves à sucre, tournesol, colza), 23 % des fruits et des vignes, 22 % des céréales ; cette surface représentait 10 % des pâturages. ⁴²
Cuba	Avec 27 % des terres, les petits producteurs produisent 98 % des fruits, 95 % des haricots, 80 % du maïs, 75 % du porc, 65 % des légumes, 55 % du lait de vache, 55 % du bétail et 35 % du riz. ⁴³
El Salvador	Avec seulement 29 % des terres, les petits producteurs produisent 90 % des haricots, 84 % du maïs et 63 % du riz, les trois denrées alimentaires de base. L'élevage et les potagers domestiques, avec des superficies encore plus petites, fournissent 51 % de la viande de porc du pays, 20 % des volailles et la plupart des fruits traditionnels. ⁴⁵
Équateur	Près de 56 % des agriculteurs sont de petits producteurs et détiennent moins de 3 % de la superficie agricole. Ils produisent toutefois plus de la moitié des légumes, 46 % du maïs, plus d'un tiers des céréales, plus d'un tiers des haricots, 30 % des pommes de terre et 8 % du riz. ⁴⁴
Hongrie	Les petites fermes contrôlent 19 % des terres et obtiennent 25 % du total de la marge brute standard du secteur agricole. ⁴⁶
Kazakstan	Un peu plus de 97 % des exploitations sont de petite taille. Elles exploitent 46 % des terres et produisent 98 % des fruits et des baies, 97 % du lait, 95 % des pommes de terre, 94 % des melons, 94 % des légumes, 90 % de la viande, 78 % de la betterave sucrière, 73 % du tournesol, 51 % des céréales et 42 % des œufs. ⁴⁷
Kenya	Avec seulement 37 % des terres, les petites fermes ont fourni 73 % de la production agricole en 2004. ⁴⁸
Roumanie	Les fermes familiales composent 99 % du total des exploitations et disposent de 53 % des terres, avec une moyenne de 1,95 ha/exploitation. Elles représentent 99 % des moutons, 99 % des chèvres, 99 % des abeilles, 90 % des bovins, 70 % des porcs et 61 % de la volaille. ⁴⁹
Russie	Les petites fermes occupent 8,8 % des terres, mais fournissent 56 % de la production agricole, notamment 90 % des pommes de terre, 83 % des légumes, 55 % du lait, 39 % de la viande et 22 % des céréales. ⁵⁰
Tadjikistan	Les petites fermes détiennent 45 % des terres et représentent pourtant 58 % de l'ensemble de la production agricole. ⁵¹
Ukraine	Les petits agriculteurs/éleveurs exploitent 16 % de la superficie agricole, mais fournissent 55 % de la production agricole, notamment 97 % des pommes de terre, 97 % du miel, 88 % des légumes, 83 % des fruits et des baies et 80 % du lait. ⁵²

Si les petits producteurs disposent de si peu de terre, comment peuvent-ils fournir la majeure partie de l'alimentation dans tant de pays ? L'une des raisons est que les petites fermes ont tendance à être plus productives que les grandes, comme nous l'expliquons dans la section suivante. Mais un autre facteur réside dans cette constante historique : les petites fermes donnent la priorité à la production alimentaire. Elles ont tendance à se concentrer sur les marchés locaux et nationaux, et sur les

cultures d'exportation, dont bon nombre ne sont pas consommables telles quelles. Il s'agit notamment des plantes cultivées pour l'alimentation animale ou les agrocarburants, des produits du bois et d'autres cultures non alimentaires. La préoccupation première des exploitations agroindustrielles est le retour sur investissement, qui est optimisé par de faibles dépenses et qui implique donc souvent une utilisation moins intensive des terres.



La principale préoccupation des grandes fermes industrielles comme cette plantation de soja est de garantir leur retour sur investissement, en limitant au maximum les dépenses, ce qui suppose souvent un usage moins intensif de la terre

familles. Une grande partie de ce qu'elles produisent n'entre pas dans les statistiques du commerce national, mais parvient à ceux qui en ont le plus besoin : les pauvres des zones rurales et urbaines.

Les grandes exploitations agroindustrielles, quant à elles, tendent à produire des matières premières agricoles et à se consacrer aux

L'expansion des plantations géantes de monocultures, dont nous avons parlé plus haut, fait partie de ce panorama. Les grandes exploitations agroindustrielles disposent aussi souvent de réserves considérables de terres qui restent inutilisées jusqu'à ce que les terres cultivées, plantées ou mises en pâturage se soient appauvries.

Les petits producteurs ne sont pas seulement notre principale source d'alimentation actuelle, ils sont aussi notre source future. Les agences de développement internationales nous mettent sans cesse en garde sur le fait qu'il nous faudra doubler notre production alimentaire dans les prochaines décennies. Pour y parvenir, elles préconisent habituellement une combinaison de libéralisation des investissements et du commerce, et de nouvelles technologies. Mais ce mélange ne fera que créer davantage d'inégalités. La vraie solution consiste à rendre le contrôle et les ressources aux petits producteurs eux-mêmes et à adopter des politiques agricoles adaptées pour les soutenir.

Dans un récent document de travail sur les petits producteurs et l'agroécologie, le Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation conclut que la production alimentaire mondiale pourrait doubler en dix ans si des mesures politiques correctes étaient mises en œuvre pour aider les petits producteurs et l'agriculture traditionnelle [small farmers and traditional farming]. En passant en revue les recherches scientifiques actuellement disponibles, il démontre que les initiatives agroécologiques des petits producteurs eux-mêmes ont déjà produit une augmentation moyenne du rendement des récoltes de 80 % dans 57 pays en développement ; toutes les initiatives africaines examinées montraient même une augmentation moyenne de 116 %. Les projets récemment réalisés dans 20 pays africains ont permis de doubler le rendement des cultures sur une période courte de trois à dix ans seulement.⁵³

La vraie question est donc la suivante : de combien les petits agriculteurs pourraient-ils augmenter la production de nourriture s'ils avaient accès à davantage de terres et pouvaient travailler dans

des conditions favorables, plutôt que de subir les persécutions qu'ils subissent aujourd'hui ?

5. Les petites fermes sont non seulement la source de la majeure partie de l'alimentation mondiale, mais elles sont également les plus productives

Pour certains, l'idée que les petites fermes sont plus productives que les grandes semble paradoxale. Après tout, on nous répète depuis des dizaines d'années que l'agriculture industrielle est plus efficace et plus productive. En réalité, c'est le contraire. La relation inversement proportionnelle entre la taille d'une exploitation et sa productivité est depuis longtemps établie ; on la surnomme « le paradoxe de la productivité ».⁵⁴

Dans l'Union européenne, 20 pays enregistrent un taux de production à l'hectare plus élevé dans les petites fermes que dans les grandes.

Dans 9 pays de l'UE, la productivité des petites fermes est au moins le double de celle des grandes exploitations.⁵⁵ Dans les 7 pays où les grandes exploitations ont une productivité plus élevée, celle-ci n'est que légèrement supérieure à celle des petites fermes.⁵⁶ Cette



Des rizières inondées dans l'Orissa : la taille des fermes indiennes a été quasiment divisée par deux entre 1971 et 2006, multipliant par deux le nombre de fermes de moins de deux hectares (Photo: Biswaranjan Rout/Associated Press)

tendance est confirmée par de nombreuses études menées dans d'autres pays et régions du monde, et toutes montrent la productivité supérieure des petites fermes.

Nos données indiquent, par exemple, que si toutes les exploitations agricoles kényanes avaient la productivité actuelle des petites fermes du pays, la production agricole du Kenya doublerait. En Amérique centrale et en Ukraine, elle serait pratiquement triplée. En Hongrie et au Tadjikistan, elle augmenterait de 30 %. En Russie, elle serait multipliée par six.⁵⁷ Bien que les grandes exploitations consomment généralement plus de ressources, disposent des meilleures terres, de la majeure partie des infrastructures et de l'irrigation, obtiennent davantage de crédits financiers et d'assistance technique, et qu'elles aient droit aux intrants les plus modernes, leur efficacité technique est moindre et par conséquent, leur productivité globale aussi. Cela s'explique dans une large mesure par le faible taux d'emploi des grandes exploitations, qui veulent optimiser leur retour sur investissement.⁵⁸

Au-delà des simples mesures de productivité, les petites fermes réussissent mieux à produire de la biodiversité et à l'utiliser, à entretenir les paysages, à contribuer à l'économie locale, à offrir des possibilités de travail et à promouvoir la cohésion sociale. Il ne faut pas oublier non plus qu'elles contribuent déjà et peuvent encore largement aider à inverser la tendance dans la crise climatique.⁵⁹

6. La plupart des petits producteurs agricoles sont des femmes, mais leur contribution est ignorée et marginalisée

Le rôle que jouent les femmes pour nourrir le monde n'est reflété ni dans les données officielles ni dans les outils statistiques. La FAO, par exemple, définit uniquement les personnes qui tirent un revenu monétaire de l'agriculture comme « actives dans le secteur agricole ». Sur la base de ce concept, FAOSTAT indique que 28 % de la population rurale en Amérique centrale est « économiquement active » et que les femmes ne représentent que 12 % de ce groupe !⁶⁰

Cette vision déformée varie peu d'un pays à l'autre. Toutefois, lorsque les données sont plus



Culture du manioc sur les rives du Mékong : les petites fermes ont tendance à donner à la production alimentaire priorité sur la production de matières agricoles et de cultures d'exportation (Photo : New Mandala)

précises, une vision totalement différente se dégage. Les derniers chiffres du recensement agricole publiés au Salvador indiquent que les femmes ne représentent que 13 % des « producteurs », c'est-à-dire des propriétaires fonciers, ce qui est conforme au chiffre donné par la FAO.⁶¹ Cependant, le même recensement indique que les femmes composent 62 % de la main-d'œuvre utilisée

sur les fermes familiales. En Europe, si la situation des femmes est meilleure, elle reste encore très inégale. Les données montrent qu'en Europe, les femmes représentent moins d'un quart des propriétaires fonciers et qu'elles occupent en moyenne des fermes plus petites que celles des hommes, mais elles composent près de 50 % de la main-d'œuvre familiale.⁶²

Il est difficile d'obtenir des statistiques sur le rôle des femmes en Asie et en Afrique. Selon FAOSTAT, seuls 30 % de la population rurale en Afrique est économiquement active dans l'agriculture et 40 % en Asie ; environ 45 % sont des femmes et 55 % des hommes.⁶³ Pourtant, les études réalisées ou citées par la FAO

présentent des chiffres totalement différents, indiquant que, dans les pays non industrialisés, 60 à 80 % de l'alimentation est produite par les femmes.⁶⁴ Au Ghana et à Madagascar, les femmes représentent environ 15 % des propriétaires fonciers, mais

elles fournissent 52 % de la main d'œuvre familiale et représentent environ 48 % des travailleurs salariés.⁶⁵ Au Cambodge, seulement 20 % des

propriétaires de terres agricoles sont des femmes, mais elles fournissent 47 % de la main-d'œuvre agricole salariée et près de 70% de la main-d'œuvre des fermes familiales.⁶⁶ En République du Congo, les femmes fournissent 64 % de l'ensemble de la main-d'œuvre agricole et sont responsables d'environ 70 % de la production alimentaire.⁶⁷ Au

Turkménistan et au Tadjikistan, elles composent 53 % de la population active dans l'agriculture.⁶⁸ Il y a très peu de données sur l'évolution de la contribution féminine à l'agriculture, mais il est probable qu'elle soit en augmentation. En effet la migration a pour principale conséquence que ce sont les femmes et les filles qui reprennent la charge de travail laissée vacante par ceux qui partent.⁶⁹ Selon la FAO, moins de 2 % des propriétaires fonciers dans le monde sont des femmes, mais les chiffres varient considérablement.⁷⁰ Il existe toutefois un vaste consensus sur le fait que, même lorsque les terres sont enregistrées



Marché paysan en Turquie : les données officielles et les outils statistiques ne rendent pas compte de la contribution des femmes à l'alimentation du monde (Photo: Mick Minnard/Suzanne's Project)

comme familiales ou co-appartenant à l'homme et à la femme, les hommes jouissent toujours de pouvoirs bien plus vastes que les femmes. Il est courant, par exemple, que les hommes puissent prendre des décisions foncières en leur nom et en celui de leur conjointe, mais pas les femmes. L'octroi de crédit peut également constituer un autre obstacle. Ainsi, les gouvernements et les banques obligent les femmes à présenter une forme quelconque d'autorisation de leur époux ou de leur père, tandis que les hommes ne rencontrent pas ce genre de frein. Ainsi, il n'est

pas surprenant que les données disponibles montrent que seuls 10 % des prêts agricoles vont à des femmes.⁷¹

En outre, les lois et coutumes relatives à l'héritage vont souvent à l'encontre de l'intérêt des femmes. Les hommes ont tendance à avoir la priorité ou l'exclusivité pure et simple quand il est question d'héritage des terres. Dans de nombreux pays, les femmes n'obtiennent jamais le contrôle juridique des terres, et l'autorité revient à leurs fils, si elles sont veuves, par exemple.

Les données ci-dessus étayent l'assertion selon laquelle les femmes sont les premières productrices d'alimentation de la planète et ce même si leur contribution reste ignorée, marginalisée et victime de discrimination.

Inverser la tendance : donner aux petits producteurs les moyens de nourrir le monde

Comme le montrent les données, la concentration des terres agricoles atteint des niveaux extrêmes. Aujourd'hui, la grande majorité des familles d'agriculteurs ont moins de deux hectares pour se nourrir elles-mêmes et nourrir l'humanité. Et la superficie des terres auxquelles elles ont accès se rétrécit. Comment les petits producteurs sont-ils censés subvenir à leurs besoins dans ces conditions ?

La plupart des familles qui dépendent d'une petite ferme ont besoin d'avoir une partie de leurs membres qui travaillent à l'extérieur afin de pouvoir continuer à occuper leurs terres. Cette

situation est souvent décrite, avec euphémisme, comme une « diversification », mais en réalité, elle est synonyme de bas salaires et de mauvaises conditions de travail. Pour les familles rurales de nombreux pays, cela implique des migrations massives, conduisant à une insécurité permanente pour ceux qui partent et pour ceux qui restent. Par ailleurs, vivre et travailler sur une petite exploitation signifie souvent de longues heures d'un travail difficile, pas de vacances, aucune pension, pas de retraite pour les personnes âgées, et la scolarisation irrégulière des enfants.

Si le processus actuel de concentration des terres se poursuit, les petits producteurs auront beau être aussi durs à la tâche, aussi efficaces et productifs que possible, ils ne pourront plus continuer. La concentration des terres agricoles fertiles aux mains d'un nombre de plus en plus réduit est directement liée au nombre croissant de personnes qui ont faim tous les jours. Une véritable réforme agraire n'est pas seulement nécessaire, elle est urgente. Et elle doit être entreprise pour satisfaire les besoins des familles de paysans et des communautés de petits producteurs.



"La terre aux paysans ! À manger pour tous !" (Photo : MASIPAG)

L'un de ces besoins est que les terres soient redistribuées aux petits producteurs en tant que bien inaliénable et non en tant qu'actif commercial susceptible d'être perdu si les familles rurales ne sont pas en mesure de faire face aux situations hautement discriminatoires auxquelles elles sont confrontées. Les communautés agricoles doivent également pouvoir décider par elles-mêmes et pour elles-mêmes, sans pression, le régime de propriété foncière qu'elles veulent pratiquer.

La situation des petites productrices nécessite aussi des mesures urgentes. De nombreux organismes internationaux et gouvernements étudient actuellement ces questions. L'accès des femmes à la terre fait spécifiquement partie des objectifs du Millénaire pour le

différent de ce que les agricultrices et les organisations de femmes se battent pour obtenir. Les institutions défendent souvent un système de droits fonciers, basé sur des titres de propriété individuels achetable et vendable, ou utilisés comme garantie. Or, ces mesures sont susceptibles d'entraîner une concentration supplémentaire des terres, tout comme l'a montré, partout dans le monde, l'histoire de l'octroi de titres individuels de propriété foncière aux hommes.⁷²

Ne rien faire pour inverser cette situation s'avèrerait un désastre pour nous tous. Les petits producteurs — c'est-à-dire la grande majorité des producteurs, qui ont tendance à être les plus productifs et qui produisent la majorité des aliments dans le monde — sont



Développement urbain empiétant sur les terres agricoles en bordure de Shenzhen, en Chine : combien de nourriture les petits agriculteurs pourraient-ils produire de plus s'ils n'étaient pas si opprimés ? (Photo : Robert Ng)

développement. La FAO a rédigé de nombreux plaidoyers en faveur des droits des femmes à la terre et aux ressources agricoles. La question est étudiée par le programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, la Fondation Gates, le G8 et le G20, entre autres. Cependant, ce que préconisent ces institutions est souvent

en train de perdre le fondement même de leur existence et de leurs moyens de subsistance : leurs terres. Si nous ne faisons rien, le monde perdra sa capacité à se nourrir. Le message est on ne peut plus clair. Il est urgent de lancer, à une échelle sans précédent, de véritables programmes de réforme agraire qui rendent les terres aux paysans et aux petits producteurs.

Annexe 1 : Les données

Quelles sont les sources de données qui ont été utilisées ?

Réunir et analyser des données sur la répartition des terres et la production alimentaire soulèvent des questions et des problèmes importants. D'une part, les données sur les exploitations, les producteurs, les populations rurales et l'alimentation sont souvent inégales, biaisées, ou influencées par les convictions politiques de ceux qui les recueillent. D'autre part, les critères de classification et les définitions sont très variables.

Bien que les statistiques gouvernementales n'échappent pas à ce genre de problèmes, nous avons utilisé des sources gouvernementales, le plus souvent fournies par les recensements agricoles nationaux, dans la mesure du possible, parce qu'elles fournissent les données les plus complètes. Nous avons également utilisé les données fournies par FAOSTAT et d'autres sources de la FAO, et nous avons incorporé des données tirées d'études lorsque d'autres données n'étaient pas disponibles au niveau national. Cela signifie que nous avons utilisé des données de différentes années, datant dans certains cas de 10 ans ou plus. Si cela a quelque incidence sur nos résultats, il est fort probable que cela ait joué dans le sens d'une surestimation de la superficie agricole détenue par les petits producteurs, car, à quelques exceptions près, la tendance mondiale est à la diminution de la superficie agricole dont disposent les petits producteurs. Les sources associées à chaque cas sont indiquées dans l'ensemble de données qui accompagne ce rapport.⁷³



Rizières en terrasses dans le comté de Yuanyang en Chine (Photo : Jialiang Gao)

En dehors de l'Europe et des Amériques, les données concernant environ un quart des pays du monde — soit environ 12 % du total des terres agricoles et à peu près la même fraction de la population rurale mondiale — étaient partielles ou non disponibles. Nous avons estimé le nombre d'exploitations et de petites fermes, ainsi que la superficie des terres détenues par les petites fermes dans ces pays, en nous basant sur la superficie agricole totale (fournie par FAOSTAT), la population rurale totale (fournie par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies), et la taille moyenne des ménages par pays (fournie par ONU-Habitat).

Quelle définition des petites fermes avons-nous utilisée ?

Qu'est-ce qu'une petite ferme ? La superficie des terres qu'elle occupe n'est pas le seul paramètre. Vingt hectares semblent beaucoup en Inde, et peu en Argentine. L'accès à l'irrigation, la fertilité du sol, le type de production entrepris, le climat et la topographie sont autant de facteurs servant à déterminer ce qui est considéré comme une petite ferme et ce qui ne l'est pas. Il n'y a évidemment aucune définition universelle d'une petite ferme, et GRAIN n'avait pas la possibilité d'en adopter une. Il était impossible d'élaborer ou de proposer une définition

exhaustive parce que, dans de nombreux cas, cela aurait rendu les données disponibles inapplicables, voire impossibles à interpréter.

Nous avons également évité la notion d'« exploitation familiale » que la FAO et d'autres organismes promeuvent actuellement dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale. Bien qu'il puisse s'agir d'un concept utile dans de nombreux pays, les définitions utilisées sont si larges et ambiguës qu'elles peuvent cacher de graves contradictions, avec parfois des conséquences inattendues. En outre, peu de statistiques officielles fournissent des données sur l'agriculture familiale.

C'est pourquoi nous avons décidé d'utiliser la définition de « petite ferme » fournie par les autorités nationales de chaque pays. Lorsque ces critères n'étaient pas disponibles, nous avons adopté la définition de la Banque mondiale (ménages agricoles disposant de moins de 2 hectares). Une exception a été faite dans le cas des États-Unis, où selon les critères officiels, toute exploitation enregistrant un chiffre d'affaire annuel de moins de 250 000 dollars est considérée comme petite. Étant donné que ceci est en sérieuse contradiction avec les autres critères définissant une petite ferme (notamment la destination de la production ou la source de la main-d'œuvre), nous avons opté pour le critère avancé par la Lincoln University (Nebraska), qui définit une exploitation aux États-Unis comme petite lorsqu'elle enregistre un chiffre d'affaire de 50 000 dollars ou moins par an.

Par conséquent, nous avons utilisé plusieurs définitions de « petite ferme » dans le présent rapport. Ces définitions sont basées sur des données et des mesures aussi disparates que le revenu brut, le chiffre d'affaire brut, la superficie de la terre, la source de la main-d'œuvre agricole, et le type de ressources, ou sur une combinaison de plusieurs de ces données. Nous sommes malgré tout persuadés que cette approche est la meilleure façon de rendre compte de la réalité, car les critères utilisés par chaque pays représentent véritablement certains aspects des petites fermes.

De quel type de terres parlons-nous ?

Les producteurs agricoles, et plus encore les petits producteurs agricoles, effectuent un large éventail d'activités agricoles, organisées de façon très diverse. Il peut ainsi s'agir de culture horticole intensive, de rotations des cultures avec des plantes fourragères annuelles, d'agroforesterie, d'agriculture itinérante, d'élevage, de pisciculture et de pastoralisme, ou d'une combinaison de ces activités.

Les gouvernements et la FAO classent les terres en différentes catégories selon la façon dont elles sont utilisées, et ils collectent les données en conséquence. L'UE tient compte

de toutes les terres détenues par une même exploitation, indépendamment de la façon dont elles sont cultivées ou utilisées. Il en va de même pour les États-Unis, le Brésil, l'Argentine et l'Inde. Mais en Afrique, bon nombre de gouvernements excluent les terres communales et les zones de pâturage des statistiques, ce qui sous-estime grandement la superficie des terres utilisées par les agriculteurs. Une fois de plus, différents critères sont utilisés et nous n'avons aucun moyen de choisir ou de dégrouper les données (par exemple, les terres cultivées par rapport au total des terres agricoles) que les gouvernements ou d'autres organismes avaient rassemblées en une seule rubrique.

La FAO fournit des chiffres sur l'ensemble des terres agricoles pour presque tous les pays du monde, même pour ceux où aucune donnée de recensement n'est disponible, et définit l'ensemble des terres agricoles comme la somme des zones suivantes :

- **terres arables** : terres affectées à des cultures temporaires, prairies temporaires à faucher ou à pâturer, cultures maraîchères et jardins potagers, et jachères temporaires (moins de cinq ans).
- **cultures permanentes** : terres plantées en cultures pérennes qui ne demandent pas de nouvel ensemencement pendant plusieurs années (comme le cacao et le café), terres portant des arbres et des arbustes à fleurs tels que rosiers et jasmins, et pépinières (à

l'exception des pépinières d'arbres forestiers qui doivent être classées sous « forêts »).

- **prairies permanentes et pâturages** : terres recouvertes de façon permanente (cinq ans ou plus) de plantes fourragères herbacées, soit cultivées soit à l'état naturel (herbages naturels ou pâturages).⁷⁴

Nous avons utilisé la définition la plus complète de la FAO et les statistiques connexes pour calculer l'ensemble des terres agricoles de chaque pays.

Ce qui manque : les sans-terre, les producteurs alimentaires en milieu urbain, les industries extractives et l'accaparement des terres

Nos recherches ont laissé de côté de nombreuses réalités, soit parce qu'elles débordaient du cadre de cette étude, soit parce que nous n'avons pas trouvé assez de données les concernant. L'un des éléments manquants importants est la situation des producteurs et des travailleurs agricoles sans-terre. Les sans-terre constituent une réalité majeure et de plus en plus courante dans de nombreux pays, comme en témoigne très clairement le Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (MST), le plus grand mouvement social au Brésil. Nous n'avons pas non plus examiné les producteurs alimentaires en milieu urbain, un facteur de plus en plus important dans la production alimentaire mondiale. Très peu de pays fournissent de données les concernant, et nous n'avons pas

pu réunir de chiffres significatifs sur leur situation dans le monde. De par ses recherches et celles de ses partenaires, GRAIN sait pertinemment que l'urbanisation, les industries extractives, les barrages hydroélectriques et bien d'autres mégaprojets industriels empiètent de plus en plus sur les terres agricoles, les zones forestières, les sources d'eau, les communautés agricoles et les territoires des peuples autochtones. Ils ont un impact immense sur la disponibilité des terres agricoles dans le monde, mais comme dans l'ensemble, leur expansion rapide est relativement récente, les statistiques sur les terres agricoles n'en tiennent souvent pas compte.

Enfin, nos calculs ignorent également la récente vague d'accaparement des terres, qui place désormais des multinationales à la tête de millions d'hectares de terres agricoles fertiles, privant des dizaines de milliers de communautés agricoles de leurs moyens de subsistance. L'accaparement massif de terres



Système d'irrigation à pivot central, en Algérie (Photo : Echart Woerth)

n'a véritablement décollé que ces dix dernières années, et les statistiques officielles ne l'ont pas encore pris en compte.

Notas

- ¹ Graziano da Silva, discours d'ouverture du Forum mondial sur l'agriculture familiale, Budapest, 5 mars 2014, <http://tinyurl.com/nmkhffc>
- ² Sarah K. Lowder, Jakob Skoet et Saumya Singh, « [What do we really know about the number and distribution of farms and family farms in the world?](#) » Document de travail pour La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014, FAO, avril 2014. Chiffre cité page 8. <http://tinyurl.com/qh6ql7l>. Voir également : FAO, « Les agriculteurs familiaux - Nourrir le monde, préserver la planète », 2014, <http://tinyurl.com/osuelv8>
- ³ Beverly D. McIntyre (éditrice), IAASTD « International assessment of agricultural knowledge, science and technology for development: global report », 2008, page 8, <http://tinyurl.com/mlmuzqy>
- ⁴ Wenbiao Cai, professeur à l'Université de Winnipeg, affirme dans plusieurs études que les petites exploitations agricoles représentent la plupart des terres agricoles dans le monde non industrialisé. Parmi d'autres exemples, on peut citer des sympathisants des mouvements de petits agriculteurs tels que Miguel Altieri, qui dit qu'en Amérique latine, les petites exploitations « occupent 34,5 % du total des terres cultivées » (<http://tinyurl.com/qxxxf5u>), ou Greenpeace, qui déclare que les « petits agriculteurs occupent la majeure partie des terres agricoles mondiales » (<http://tinyurl.com/p233eef>)
- ⁵ Plusieurs personnes ont généreusement donné de leur temps pour étudier et commenter les versions antérieures du présent rapport ou pour nous aider avec certaines des difficultés rencontrées. Leur contribution a été très utile et nous voudrions leur exprimer, à tous, notre reconnaissance. Parmi eux, citons Maria Aguiar, Valter Israel da Silva, Thomas Kastner, Carlos Marentes, Pat Mooney, Ndabezihle Nyoni, Jan Douwe van der Ploeg, Mateus Santos, Chris Smaje et Liz Aldin Wiley.
- ⁶ Lorsque nous parlons de « producteurs » ou de « paysans » dans le présent rapport, nous entendons des producteurs de denrées alimentaires, et englobons les éleveurs de bétail, tels que les bergers ou les éleveurs nomades, les pêcheurs, les chasseurs et les cueilleurs.
- ⁷ L'ensemble des données relatives à la répartition des terres constitué par GRAIN est téléchargeable à l'adresse <http://www.grain.org/e/4960>
- ⁸ Allemagne, Belgique, Danemark, Finlande, France, Irlande, Luxembourg, Norvège et Pays-Bas
- ⁹ Peter Hazell, « Is small farm led development still a relevant strategy for Africa and Asia? », 2013 : <http://ppafest.nutrition.cornell.edu/authors/hazell.html>
- ¹⁰ La FAO affirme, par exemple, que « quatre-vingt pour cent des terres agricoles d'Afrique subsaharienne et d'Asie sont exploitées par des petits producteurs » dans « [Smallholders and family farmers](#) », 2012.
- ¹¹ On pourra consulter le débat sur certains cas nationaux spécifiques dans « Land Tenure and Administration in Africa: Lessons of Experience and Emerging Issues », de Lorenzo Cotula, Camilla Toulmin et Ced Hesse ; dans « Paradigms, processes and practicalities of land reform in post-conflict Sub-Saharan Africa », de Chris Huggins et Benson Ochieng ; dans « Land tenure and violent conflict in Kenya in the context of local, national and regional legal and policy frameworks », de Judi Wakhungu, Elvin Nyukuri et Chris Huggins ; dans « Land reform in Angola: establishing the ground rules », de Jenny Clover, ainsi que dans « Land reform processes in West Africa: a review », du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
- ¹² C'est, par exemple, le cas du Botswana (Rapport annuel d'enquête agricole 2011) qui ne tient pas compte des terres servant à l'élevage traditionnel, bien que les troupeaux bovins et caprins traditionnels représentent plus de 4 millions de têtes. C'est également le cas de la Banque mondiale, qui stipule que les « terres abandonnées en raison d'une culture itinérante sont exclues » de sa définition de terre agricole.
- ¹⁴ Sauf indication contraire, les chiffres concernant les pays de l'Union européenne sont basés sur l'enquête sur la structure des exploitations agricoles de 2007, dans la mesure où les données de l'enquête publiée en 2010 ne nous permettaient pas de procéder aux calculs nécessaires.
- ¹⁵ ECVC et HOTL, « [Land concentration, land grabbing and people's struggles in Europe](#) », 17 avril 2013. (pdf)
- ¹⁶ O. Nagayets, « [Small farms: current status and key trends](#) », 2005.
- ¹⁷ Bureau des statistiques, gouvernement du Japon, « [Agriculture](#) ».
- ¹⁸ Gouvernement australien, « [Australian farmers and farming](#) », décembre, 2012.
- ¹⁹ Stephanie Mulet-Marquis et John R. Fairweather, « [New Zealand farm structure change and intensification](#) », Lincoln University, 2008. (pdf)
- ²⁰ I. Wayan Rusastra, « Land economy for poverty reduction: Current status and policy implications » ; Capsa Palawija News, avril 2008 ; recensement agricole d'Indonésie 1963, 1993, 2003. Résultats principaux ; Lani Eugenia, « Significance of family farming in the Asian Region: The Indonesian agriculture sector »
- ²¹ Comité statistique national de la République d'Azerbaïdjan, « The Agriculture of Azerbaijan. Statistical Yearbook 2012 »
- ²² « Rapport préliminaire sur l'enquête sur l'agriculture réalisée par échantillonnage 2005 », Bureau de statistiques du Bangladesh, 2005
- ²³ Tous les chiffres pour les pays de l'Union européenne ont été obtenus auprès d'EUROSTAT, <http://tinyurl.com/kbmom54> et <http://tinyurl.com/19aqu39>. On trouvera des données spécifiques par pays en consultant « farm structure survey [name of country/nom du pays] ».
- ²⁴ Voir les statistiques de gouvernement argentin aux adresses suivantes : http://www.indec.gov.ar/default_cna.htm et http://www.indec.gov.ar/censoAgro2008/cna08_10_09.pdf
- ²⁵ Gouvernement chilien, recensement agricole.
- ²⁶ A.M. Ibañez, « [La concentración de la propiedad rural en Colombia: evolución 2000 a 2009, desplazamiento forzoso e impactos sobre el desarrollo económico](#) » (dossier PRIO,5/2009), Oxfam ; « [Divide and purchase. How land is being concentrated in Colombia](#) » ; Y. Salinas, « El caso de Colombia », Étude sur l'accaparement des terres, commandée par le Bureau régional de la FAO LAC
- ²⁷ Gouvernement uruguayen, « [Censo 2011](#) » et « [Censo agropecuario général 2000](#) ».
- ²⁸ Des tableaux où figurent les données gouvernementales sont disponibles à l'adresse <http://www.agcensus.usda.gov/Publications/index.php>

29 James MacDonald et al., « Farm size and the organisation of US crop farming », Economic Research Report N° 152, USDA, août 2013.

30 Voir World Rainforest Movement, « An overview of industrial tree plantations in the global South: conflicts, trends, and resistance struggles », 2012, pour une analyse du sujet.

31 EJOLT, « The many faces of landgrabbing », briefing EJOLT 10, 2014.

32 Nikos Alexandratos et Jelle Bruinsma, « World agriculture towards 2030/2050. The 2012 revision », FAO, 2012

33 Corley, R.H.V. (2009), « How much palm oil do we need? », Environmental Science & Policy 12 : pages 134-139.

34 D'autres organismes, notamment Land Matrix et la Coalition internationale pour l'accès à la terre ont évoqué le chiffre de 203 millions d'hectares mais sur une période de dix ans (2000-2010). (pdf)

35 Voir <http://farmlandgrab.org> pour une série de publications et de comptes rendus quotidiens.

36 Voir l'ensemble des données relatives à la distribution des terres recueilli par GRAIN à l'adresse <http://www.grain.org/e/4960>

37 Voir par exemple, Kanayo F. Nwanze, IFAD, « Small farmers can feed the world » ; PNUE, « Small farmers report » ; FAO, « Les femmes et l'emploi rural - Lutter contre la pauvreté en redéfinissant les rôles propres à chaque genre » (document de politique 5)

38 Eduardo Baumeister, « Características económicas y sociales de los agricultores familiares en América Central », INCEDES, 2010. (pdf)

39 Comité statistique national de la République du Bélarus, « Agriculture of the Republic of Belarus », 2013

40 Statistiques Botswana, « Stats brief », conclusions préliminaires des enquêtes agricoles annuelles de 2009 et 2010

41 Instituto Brasileiro de Geografia e Estadística, « Censo Agropecuario 2006 »

42 Instituto Nacional de Estadísticas de Chile, « Censo Agropecuario 1997 »

43 Braulio Machin Sosa et al., ANAP-Via Campesina, « La révolution agroécologique - Le Mouvement de Campesino a Campesino de l'ANAP à Cuba »

45 Ministère salvadorien de l'Économie, IV Censo Agropecuario 2007-2008.

44 Instituto Nacional de Estadísticas y Censos, Censo Nacional Agropecuario 2000.

46 Office statistique central hongrois, « Total Standard Gross Margin of farms engaged in agricultural activity by type of farming and size class, 2007 » 2/2 (en millions HUF).

47 Agence chargée des statistiques, République du Kazakhstan, annuaire statistique « Kazakhstan in 2009 »

48 Hans P. Binswanger-Mkhize et al (éd.), « Agricultural land redistribution. Toward greater consensus », 2009

49 Institut national des statistiques, communiqué de presse n° 149 du 2 juillet 2012, « Recensement agricole général 2010 »

50 Service statistique des États fédéraux de la Fédération de Russie, La Russie en chiffres 2011.

51 Université hébraïque de Jérusalem. Département de recherche agroéconomique, économie et gestion. Document de travail n° 16.08., « The economic effects of land reform in Central Asia: The Case of Tadjikistan »

52 Service national de statistique d'Ukraine, « Main agricultural characteristics of households in rural areas in 2011 »

53 Olivier de Schutter, « Agroécologie et droit à l'alimentation », rapport présenté lors de la 16^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies [A/HRC/16/49], 8 mars 2011.

54 Voir par exemple, Michael Carter, « Identification of the inverse relationship between farm size and productivity: an empirical analysis of peasant agricultural production » ; IFAD, « Assets and the rural poor. Poverty Report 2001 » ; Giovanni Andrea Cornia, « Farm size, land yields and the agricultural production function: An analysis for fifteen developing countries » ; H.N. Anyaegbunam, P.O. Nto, B.C. Okoye et T.U. Madu, « Analysis of determinants of farm size productivity among small-holder cassava farmers in south east agroecological zone, Nigeria »

55 Ces neuf pays sont l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, et Royaume Uni. Voir « Large farms in Europe », Eurostat, Statistiques en bref 18/2011.

56 Estonie, Irlande, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Slovaquie et Suède. Ibid.

57 Ces chiffres sont obtenus par extrapolation de la productivité des petites exploitations indiquée dans les sources du tableau 4 à la totalité des terres agricoles.

58 Jan Douwe van der Ploeg, Université de Wageningen, communication personnelle, 25 mars 2014.

59 Pour une analyse des systèmes alimentaires et de la crise climatique, consulter : GRAIN « Alimentation et changement climatique : le lien oublié », sept. 2011. <http://www.grain.org/e/4363>

60 FAOSTAT

61 Gouvernement salvadorien, IV Censo Agropecuario.

62 EU Agricultural Economic Briefs. « Women in EU agriculture and rural areas: hard work, low profile », Brief n° 7, juin 2012. (pdf)

63 FAOSTAT, recherche faite dans les « ressources » et « population », par série chronologique annuelle.

64 FAO, « Les femmes et l'emploi rural - Lutter contre la pauvreté en redéfinissant les rôles propres à chaque genre », 2009.

65 Ministère ghanéen de l'Alimentation et de l'Agriculture. Agriculture du Ghana. Faits et chiffres 2010. Ministère malgache de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Recensement de l'Agriculture. Campagne agricole 2004-2005

66 FAO et Institut national de statistique du Cambodge. National Gender Profile of Agricultural Households, 2010.

67 IFAD, « République du Congo: Programme d'options stratégiques pour le pays », 2009.

68 FAO, Gender Team for Europe and Central Asia, « The crucial role of women in agriculture and rural development »

69 Organisation internationale pour les migrations, « Rural women and migration » ; B. Dodson et al. « Gender, migration and remittances in Southern Africa » ; A. Datta et S.K. Mishra, « Glimpses of women's lives in rural Bihar: impact of male migration »

70 Cheryl Doss et al., « Gender inequalities in ownership and control of land in Africa. Myths versus reality ».

71 Voir <http://www.fao.org/assets/infographics/FAO-Infographic-Gender-ClimateChange-fr.pdf>

72 Sur ce point, voir par exemple l'analyse de Celestine Nyamu-Musembi dans « Breathing Life into Dead. Theories about Property Rights: de Soto and Land Relations in Rural Africa », Institute of Development Studies, 2006

73 L'ensemble des données réunies et organisées par GRAIN est téléchargeable à l'adresse <http://www.grain.org/e/4960>

74 Voir glossaire FAOSTAT à l'adresse <http://faostat.fao.org/site/379/DesktopDefault.aspx?PageID=379>



GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des petits agriculteurs et des mouvements sociaux en faveur de systèmes alimentaires sous le contrôle des communautés et basés sur la biodiversité. GRAIN publie plusieurs rapports chaque année. Il s'agit de documents de recherche détaillés qui fournissent des informations générales et des analyses approfondies sur un sujet donné.

GRAIN tient à remercier les différents amis et collègues qui ont commenté ce rapport ou contribué à sa mise en forme.

GRAIN,
Girona 25 pral., 08010 Barcelona, Espagne
Tél: +34 93 301 1381, Fax: +34 93 301 16 27
Email: grain@grain.org
www.grain.org

On pourra trouver la collection complète des rapports de GRAIN sur notre site web:
www.grain.org/article/categories/14-reports